

- 18° 10 pour médecin spécialiste en anatomie pathologique ;  
19° 5 pour médecin spécialiste en médecine nucléaire ;  
20° 4 pour médecin spécialiste en génétique clinique ;  
21° 47 pour médecin spécialiste en psychiatrie, notamment en psychiatrie de l'adulte ;  
22° 43 pour le groupe de titres professionnels composé de médecin spécialiste en médecine aiguë et de médecin spécialiste en médecine d'urgence ;  
23° 131 pour le groupe de titres professionnels composé de médecin spécialiste en cardiologie, médecin spécialiste en gastroentérologie, médecin spécialiste en gériatrie, médecin spécialiste en médecine interne, médecin spécialiste en oncologie médicale, médecin spécialiste en pneumologie et médecin spécialiste en rhumatologie.

**Art. 2.** Vu le nombre global de candidats, arrêté à 181 par le Roi conformément à l'article 92, § 1<sup>er</sup>, 1°, de la loi relative à l'exercice des professions des soins de santé, coordonnée le 10 mai 2015, le nombre maximal de candidats pouvant être admis à la formation conduisant aux titres professionnels particuliers suivants pour l'année 2027, visés à l'article 3 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 établissant la liste des titres professionnels particuliers réservés aux praticiens de l'art médical, en ce compris l'art dentaire, s'élève à :

- 1° 12 pour dentiste spécialiste en orthodontie ;  
2° 5 pour dentiste spécialiste en parodontologie.

**Art. 3.** Le ministre flamand qui a les soins de santé et les soins résidentiels dans ses attributions et le ministre flamand qui a l'enseignement et la formation dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 juin 2024.

Le ministre-président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

La ministre flamande du Bien-Être, de la Santé publique et de la Famille,

H. CREVITS

Le ministre flamand de l'Enseignement, des Sports, du Bien-Être des Animaux et du Vlaamse Rand,

B. WEYTS

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2024/005780]

**23 MAI 2024.** — Arrêté 2024/73 du Collège de la Commission communautaire française portant exécution des articles 2, § 1<sup>er</sup> et 34 de l'Accord de coopération du 29 octobre 2015 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le Service francophone des Métiers et des Qualifications (en abrégé SFMQ)

Le Collège de la Commission Communautaire française,

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 140;

Vu l'Accord de coopération du 29 octobre 2015 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le Service francophone des Métiers et des Qualifications (en abrégé SFMQ) et, en particulier, ses articles 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 et 34 ;

Vu le décret du 28 janvier 2016 portant assentiment à l'Accord de coopération conclu le 29 octobre 2015 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le Service francophone des Métiers et des Qualifications, en abrégé « SFMQ » ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation respective des femmes et des hommes du 22 décembre 2023 ;

vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation de la personne handicapée du 22 décembre 2023 ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances remis le 14 mars 2024 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu la demande d'avis au Conseil d'Etat introduite le 4 avril 2024 sous numéro 76.074/2 et rayée du rôle de la section de législation le même jour en application de l'article 84, § 5, des lois coordonnées « sur le Conseil d'Etat » du 12 janvier 1973 ;

Sur proposition du Ministre de la Formation professionnelle ;

Après concertation avec le Gouvernement de la Région wallonne et de la Communauté française,

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127 de celle-ci.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° l'accord de coopération du 29 octobre 2015 : l'accord de coopération du 29 octobre 2015 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le Service francophone des Métiers et des Qualifications (en abrégé SFMQ) ;

2° l'expert méthodologiste : le membre du personnel du Service des Métiers et des Qualifications prenant en charge le processus méthodologique de production et de révision des profils métier et de formation ;

3° Bruxelles Formation : l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle institué par le décret du 17 mars 1994 de la Commission Communautaire française portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle.

**Art. 3.** Le cadre minimum d'équivalents temps-plein du SFMQ visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de l'accord de coopération du 29 octobre 2015 est fixé à 10.

Les dotations et subventions visées à l'article 5, 2° à 4° permettent d'élargir ce cadre afin de garantir le fonctionnement et le rythme de production du SFMQ.

**Art. 4.** § 1 Le cadre visé à l'article 3 est fixé comme suit :

1° un directeur ;

2° au moins six experts méthodologistes ;

3° un comptable ;

4° un assistant administratif ;

5° un membre chargé du secrétariat des commissions visées à l'article 26 de l'accord de coopération du 29 octobre 2015.

Sept membres du personnel visés au § 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, se répartissent comme suit :

- Le directeur ainsi que cinq experts méthodologistes sont des membres du personnel détachés ou en congé pour mission, tels que visés à l'article 2, § 2, 1° et 2° de l'accord de coopération du 29 octobre 2015, répartis comme suit :

1° cinq membres du personnel détaché ou mis en congé pour mission affectés au SFMQ par le ministre de la Communauté française qui a l'Enseignement obligatoire dans ses attributions ;

2° un membre du personnel détaché ou mis en congé pour mission affectés au SFMQ par le ministre de la Communauté française qui a l'Enseignement de promotion sociale dans ses attributions.

- Le sixième expert méthodologiste est engagé via la dotation de Bruxelles formation visée à l'article 5, 4°.

Les autres membres du personnel visés au § 1<sup>er</sup> peuvent être à charge du budget du SFMQ.

§ 2. Le personnel du SFMQ est placé sous l'autorité fonctionnelle du directeur visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, et est soumis au règlement de travail du SFMQ.

**Art. 5.** La contribution financière ou en locaux et matériel de chaque partie est fixée comme suit :

1° outre le personnel visé à l'article 4, alinéa 2, la Communauté française met à disposition du SFMQ :

a. des locaux ;

b. du matériel téléphonique et informatique ;

2° la Région wallonne assure au SFMQ une dotation de 311.000 euros,

3° la Commission communautaire française assure au SFMQ une dotation de 73.000 euros

4° Bruxelles-Formation assure l'engagement d'un équivalent temps-plein financé par une subvention annuelle.

Les dotations visées sous 2° et 3° sont indexées selon.

$$\frac{\text{Montant de base x indice des prix à la consommation de décembre de l'année précédente}}{\text{Indice des prix à la consommation de décembre 2023}}$$

**Art. 6.** Le présent arrêté entre en vigueur à la date de publication au *Moniteur belge*.

**Art. 7.** Le Ministre, Membre du Collège ayant la Formation professionnelle dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 mai 2024.

Par le Collège :

B. TRACHTE,  
Présidente du Collège

B. CLERFAYT,  
Ministre chargé de la Formation professionnelle

VERTALING

## FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2024/005780]

**23 MEI 2024. — Besluit 2024/73 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende uitvoering van de artikelen 2, § 1, en 34 van de samenwerkingsovereenkomst van 29 oktober 2015 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de "Service francophone des Métiers et des Qualifications" (afgekort SFMQ)**

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de wetten op de rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid artikel 140;

Gelet op de samenwerkingsovereenkomst van 29 oktober 2015 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de Service francophone des Métiers et des Qualifications (afgekort SFMQ) en, in het bijzonder, de artikelen 2, § 1, tweede lid, en 34;

Gelet op het decreet van 28 januari 2016 houdende instemming met de samenwerkingsovereenkomst afgesloten op 29 oktober 2015 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de Service francophone des Métiers et des Qualifications (afgekort SFMQ);

Gelet op het evaluatieverslag over de impact van dit besluit op de respectieve situatie van vrouwen en mannen van 22 december 2023;

Gelet op het evaluatieverslag over de impact van dit besluit op de situatie van personen met een handicap van 22 december 2023;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën verstrekt op 14 maart 2024;

Gelet op het akkoord van de minister van Begroting;

Gelet op het verzoek om advies aan de Raad van State ingediend op 4 april 2024 onder het nummer 76.074/2 en dezelfde dag geschrapt van de rol van de afdeling wetgeving in toepassing van artikel 84, § 5, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973;

Op voordracht van de minister van Beroepsopleiding;

Na overleg met de Regering van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap,

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, in toepassing van artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid zoals bedoeld in artikel 127 ervan.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° de samenwerkingsovereenkomst van 29 oktober 2015: de samenwerkingsovereenkomst van 29 oktober 2015 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de Service francophone des Métiers et des Qualifications (afgekort SFMQ);

2° de expert-methodologist: het personeelslid van de Service des Métiers et des Qualifications dat de methodologische procedure voor de productie en de aanpassing van de profielen inzake beroep en opleiding ten laste neemt;

3° Bruxelles Formation: het Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, opgericht bij het decreet van 17 maart 1994 van de Franse Gemeenschapscommissie houdende oprichting van het Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle.

**Art. 3.** Het minimumkader voor de voltijdse equivalenten van het SFMQ zoals bedoeld in artikel 2, § 1, tweede lid, van de samenwerkingsovereenkomst van 29 oktober 2015 wordt vastgesteld op 10.

De dotaties en subsidies zoals bedoeld in artikel 5, 2° tot 4°, maken de uitbreiding van dit kader mogelijk, zodat de werking en het productieritme van de SFMQ gewaarborgd worden.

**Art. 4.** § 1. Het kader zoals bedoeld in artikel 3 wordt als volgt vastgesteld:

1° een directeur;

2° minstens zes experten-methodologisten;

3° een boekhouder;

4° een administratief assistent;

5° een lid verantwoordelijk voor het secretariaat van de commissies zoals bedoeld in artikel 26 van de samenwerkingsovereenkomst van 29 oktober 2015.

Zeven personeelsleden zoals bedoeld in § 1, 1° en 2°, worden als volgt verdeeld:

- De directeur en vijf experten-methodologisten zijn personeelsleden die gedetacheerd zijn of op verlof gesteld zijn wegens opdracht, zoals bedoeld in artikel 2, § 2, 1° en 2°, van de samenwerkingsovereenkomst van 29 oktober 2015, en als volgt verdeeld:

1° vijf personeelsleden die gedetacheerd zijn of op verlof gesteld zijn wegens opdracht en toegewezen zijn aan de SFMQ door de minister van de Franse Gemeenschap die bevoegd is voor het leerplichtonderwijs;

2° één personeelslid dat gedetacheerd is of op verlof gesteld is wegens opdracht en toegewezen is aan de SFMQ door de minister van de Franse Gemeenschap die bevoegd is voor het onderwijs voor sociale promotie.

- De zesde expert-methodologist wordt aangeworven via de dotatie van Bruxelles Formation zoals bedoeld in artikel 5, 4°.

De andere personeelsleden zoals bedoeld in § 1 kunnen ten laste worden gelegd van de begroting van de SFMQ.

§ 2. Het personeel van de SFMQ wordt onder de functionele autoriteit van de directeur geplaatst, zoals bedoeld in het eerste lid, 1°, en wordt onderworpen aan het arbeidsreglement van de SFMQ.

**Art. 5.** De financiële bijdrage of de bijdrage inzake lokalen en materiaal van iedere partij wordt als volgt vastgesteld:

1° naast het personeel zoals bedoeld in artikel 4, tweede lid, stelt de Franse Gemeenschap de volgende zaken ter beschikking van de SFMQ:

a. lokalen;

b. ICT-materiaal;

2° het Waalse Gewest verzekert de SFMQ een dotatie van 311.000 euro;

3° de Franse Gemeenschapscommissie verzekert de SFMQ een dotatie van 73.000 euro;

4° Bruxelles Formation verzekert de aanwerving van een voltijds equivalent gefinancierd via een jaarlijkse subsidie.

De onder 2° en 3° bedoelde dotaties worden als volgt geïndexeerd:

$$\frac{\text{Basisbedrag} \times \text{de consumptieprijsindex van december van het vorige jaar}}{\text{De consumptieprijsindex van december 2023}}$$

**Art. 6.** Dit besluit treedt in werking op de datum van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 7.** De minister, lid van het College bevoegd voor Beroepsopleiding, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 mei 2024.

Voor het College :

B. TRACHTE,  
Voorzitter van het College

B. CLERFAYT,  
Minister van Beroepsopleiding